



La Coalition solidarité santé et plus de 85 organisations réclament des états généraux en santé et services sociaux

Montréal, le 10 juin 2020 – Dans une lettre ouverte envoyée au gouvernement du Québec, la Coalition solidarité santé s’allie à plus de 85 organisations de la société civile pour réclamer des états généraux en santé et services sociaux. « La pandémie de COVID-19 a révélé des lacunes majeures dans notre système de santé et de services sociaux, qui sont le résultat des réformes et des choix politiques des dernières décennies. Si on veut être en mesure de faire face aux prochaines crises sanitaires, il est urgent de revoir notre système en profondeur, et il est essentiel que cette révision passe par un processus démocratique », déclare Anne Plourde, coordonnatrice de la Coalition.

La Coalition solidarité santé considère que le désastre humanitaire provoqué par la pandémie, en particulier dans les centres d’hébergement pour personnes âgées, a été en partie causé par les assauts répétés contre notre système public de santé et de services sociaux, qui en est ressorti affaibli et dépourvu des moyens nécessaires pour faire face à une crise d’une telle ampleur. « On sait que des crises sanitaires aussi graves surviendront dans les prochaines années. Ces crises pourraient être provoquées par d’autres pandémies, mais aussi par les bouleversements climatiques, que l’Organisation mondiale de la santé considère comme la plus grande menace à la santé humaine au XXIe siècle. Il faut absolument qu’on se dote collectivement d’un système public résilient et capable de faire face à ce genre de catastrophe », insiste Madame Plourde.

Pour la Coalition, un des résultats des réformes successives en santé et services sociaux a été de faire taire la voix des citoyen.ne.s ainsi que celle des travailleuses et des travailleurs du réseau en les écartant des lieux décisionnels, en abolissant les instances démocratiques où ils et elles siégeaient et en misant sur une gestion centralisée, bureaucratique et autoritaire, déconnectée du terrain. La pandémie a montré à quel point les conséquences de cette avenue peuvent être tragiques. « Durant la pandémie et durant les années qui l’ont précédée, on a imposé la loi du silence dans le réseau et on a refusé d’écouter les usagères et les usagers et les travailleuses et les travailleurs qui dénonçaient les problèmes graves qu’ils et elles constataient sur le terrain. Ce qu’on réclame aujourd’hui, c’est que les personnes qui sont les principales intéressées soient écoutées dans le processus de reconstruction du réseau qu’on va devoir amorcer », affirme la coordonnatrice de la Coalition.

Des états généraux sont une étape incontournable pour que cette reconstruction soit pensée et réalisée démocratiquement, avec la participation active des citoyen.ne.s et des travailleuses et des travailleurs du réseau. « Nous avons affronté une crise sanitaire majeure avec un réseau qui était lui-même en crise. Si ce drame nous a appris une chose, c’est que l’après-COVID en santé et services sociaux ne doit pas être décidé derrière des portes closes », conclut Madame Plourde.

[À propos de la Coalition solidarité santé](#)